

## CONSULTATION PUBLIQUE N°2020-001

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie en date du 30 janvier 2020 sur la mise en œuvre du dispositif d'expérimentation prévu par la loi relative à l'énergie et au climat

### Contribution de Teréga :

Teréga remercie la CRE pour l'organisation de cette consultation publique. Dans le contexte incertain de transition énergétique et face à l'urgence climatique, nous saluons l'adoption de cette disposition "bac à sable réglementaire" dans la Loi Énergie-Climat afin d'accorder des dérogations réglementaires pour stimuler l'innovation et faciliter le déploiement de projets en faveur de la transition énergétique. En cohérence avec l'approche adoptée par la CRE dans son "Comité de prospective", Teréga considère que ces initiatives sont nécessaires pour anticiper la régulation de demain, la rendant plus flexible au service de la transition énergétique.

#### *Question 1 : Avez-vous des observations sur les critères d'éligibilité envisagés par la CRE ?*

Teréga partage l'ensemble des critères d'éligibilité proposés par la CRE dans sa consultation.

#### *Question 2 : Avez-vous des observations sur la procédure envisagée par la CRE ?*

Teréga souhaite soulever les points suivants concernant la procédure de dépôt des candidatures.

- La pertinence du dispositif de guichet unique, en substitution à une gestion plus régulière des demandes de dérogation pose question. Le dispositif de dérogation requiert une certaine souplesse, et la mise en place d'un guichet unique risque de faire peser des contraintes lourdes sur les porteurs de projets pour respecter le calendrier imposé par la CRE. De la même manière, afin d'apporter plus de flexibilité, les dérogations réglementaires accordées aux projets innovants devraient être mises en place au moment le plus opportun pour chaque projet, avec une possibilité de faire glisser dans le temps cette période de 4 ans, si nécessaire.
- Les critères de sélection entre les projets qui feront l'objet d'expérimentation ne sont pas précisés. Quel traitement sera réservé aux projets qui présentent des innovations similaires ?
- Le rôle des opérateurs d'infrastructures tel qu'il semble aujourd'hui envisagé dans ce dispositif interroge. Selon la CRE, les gestionnaires de réseaux de transport (GRT), les gestionnaires de réseaux de distribution (GRD) ou les autorités organisatrices de la distribution d'énergie (AODE) ne sont associées que dans la phase "d'analyse approfondie", après l'ouverture du guichet. Or, l'association de ces acteurs dès les premières phases peut contribuer à définir un schéma optimal pour l'intégration des projets innovants aux infrastructures existantes. Dans l'objectif de présenter des projets plus matures à la CRE, et afin de prendre en compte les éventuelles interactions avec les infrastructures gazières ou électriques existantes, Teréga suggère de rajouter une recommandation de la CRE d'association des opérateurs d'infrastructures le plus en amont possible par les porteurs de projets.

#### *Question 3 : Avez-vous des observations sur le contenu du dossier de candidature envisagé par la CRE ?*

Sur le contenu du dossier de candidature, concernant le 5ème point explicité au 2.3 de la Consultation Publique, Teréga s'interroge sur la mise en place d'indicateurs propres à chaque projet pour évaluer la pertinence d'une évolution pérenne de la législation ou de la réglementation. Nous suggérons la mise en place d'indicateurs communs pour tous les projets qui relèveront du dispositif "bac à sable", afin de construire une évaluation fondée sur les mêmes conditions et sur des critères similaires entre les projets.

*Question 4 : Avez-vous des observations sur le suivi des expérimentations envisagé par la CRE ?*

Afin de faciliter le suivi des expérimentations pour tous les acteurs, la CRE pourrait proposer un format type de fichier de suivi associé au reporting envisagé.

*Question 5 : Voyez-vous d'autres modalités de mise en œuvre qu'il serait nécessaire de préciser ?*

Il est utile de préciser que, par cas, les gestionnaires de réseaux de transport peuvent être amenés à solliciter directement le bénéfice de ce dispositif pour des services ou des technologies innovants dont ils sont à l'initiative.